

# Sortie du nucléaire: la facture enfle en Allemagne

mardi 16 octobre 2012 LE FIGARO

## L'inflation du coût de l'électricité provoque un vif débat au sein de la coalition gouvernementale.

PATRICK SAINT-PAUL  
CORRESPONDANT À BERLIN

**ÉNERGIE** L'euphorie de la « révolution énergétique » sera retombée en dix-huit mois outre-Rhin. Largement saluée en Allemagne, la sortie du nucléaire décidée par Angela Merkel au printemps 2011, dans la foulée de la catastrophe de Fukushima, est en train de virer au casse-tête politique. L'explosion des coûts liée à l'abandon de l'énergie atomique provoque un scepticisme croissant et pourrait coûter très cher à la chancelière en pleine année électorale alors que les critiques fusent contre son plan de conversion aux énergies vertes.

Lundi, les principaux opérateurs de réseaux électriques en Allemagne ont annoncé un relèvement de près de 50 % de la taxe payée par les consommateurs allemands pour soutenir le développement des énergies vertes. Une hausse qui correspond pour un foyer de trois personnes consommant 3 500 kilowattheures par an à une dépense supplémentaire d'environ 60 euros, soit au total 185 euros. « Il est évident que les compagnies ne peuvent compenser l'important recours à la part régu-

lée des prix de l'énergie et sont contraintes de les répercuter sur les clients », a déclaré Hildegard Müller, directrice de la fédération BDEW dans un communiqué.

Au lendemain de la catastrophe nucléaire de Fukushima, le gouvernement allemand avait décidé de fermer les huit centrales atomiques les plus anciennes et d'accé-

**« L'électricité ne doit pas devenir un produit de luxe »**

MICHAEL FUCHS, DÉPUTÉ  
CONSERVATEUR ALLEMAND

lérer la fermeture des réacteurs restants. Plébiscitée lors de son annonce, la sortie du nucléaire - programmée en 2022 - fait désormais tiquer les Allemands. Selon un sondage Emnid publié dimanche, quelque 53 % des Allemands - contre les trois quarts au printemps 2011 - soutiennent encore le « virage énergétique » de la chancelière. Mais 77 % des électeurs jugent « très important » que le coût de l'énergie reste « payable ».

À moins d'un an des élections, le projet provoque la nervosité des élus de tous bords, qui demandent

au gouvernement de revoir sa copie. La question divise au sein même de la coalition de centre droit au pouvoir. Le Parti libéral (FDP) souhaite notamment une diminution des subventions publiques et une réforme en profondeur de la législation sur les énergies renouvelables. « L'électricité ne doit pas devenir un produit de luxe », prévient Michael Fuchs, un député conservateur, qui souligne la nécessité d'un large consensus sur l'abandon du nucléaire. Quant à l'opposition, elle accuse le gouvernement de laisser les consommateurs supporter seuls les conséquences de l'abandon du nucléaire, Berlin ayant exempté l'industrie lourde, particulièrement gourmande en énergie, du paiement des tarifs d'utilisation des réseaux et de l'énergie verte.

**Objectif : 80 % de renouvelables en 2050**

Face aux reproches croissants, le ministre allemand de l'Environnement, Peter Altmaier, a averti lundi, dans le quotidien populaire Bild : « Il est certain que le changement énergétique, que nous voulons tous et que je veux réussir, ne sera pas gratuit. » Les Allemands paient déjà plus que la plupart de leurs voisins européens pour

l'électricité : 24 centimes/kWh contre 13 centimes en France et 14 centimes en Grande-Bretagne. Et les coûts seront de plus en plus élevés alors que le gouvernement a décidé de faire passer la proportion des énergies renouvelables de 40 % en 2020 à 80 % en 2050, alors qu'elle s'élève à près d'un quart de la production actuellement. Les analystes estiment le coût des investissements pour atteindre ces ambitions à 300 milliards d'euros. L'Allemagne doit notamment développer les réseaux pour acheminer l'énergie renouvelable, produite au nord du pays, dans le sud où sont concentrées les industries.

La hausse passe d'autant plus mal auprès des ménages que quelque 700 entreprises bénéficient d'une exemption ou d'un abaissement de charges pour préserver leur compétitivité. « Le coût du renouvelable pour les consommateurs et les industries a atteint un niveau insoutenable », selon Karl Ludwig Kley, patron de la fédération allemande de l'industrie chimique, qui, elle, paie cette taxe... Un niveau d'autant plus insoutenable que le pays est toujours menacé par des coupures cet hiver, lorsque la consommation atteindra son pic. ■



Angela Merkel, dans un champ d'éoliennes, à Krempin près de Rostock, dans le nord de l'Allemagne. JOHANNES EISELE/AFP